



GESTION PUBLIQUE

La veille internationale en brèves

N° 68 – mai 2016

Précisions méthodologiques

- Les Brèves et les Réactives sont élaborées à partir d'une analyse de sources d'informations et de rapports publiés tant par les administrations publiques européennes et étrangères, les organisations internationales que dans la presse, notamment.
- Leur objectif est d'apporter un éclairage comparatif sur les réformes de la gestion publique, principalement dans les pays de l'OCDE.
- Elles ne reflètent pas le point de vue de l'IGPDE.
- Pour des questions de format, nous indiquons seulement un ou deux liens ayant permis de rédiger l'information. Si d'autres ressources ont été utilisées, elles apparaissent entre parenthèses dans le corps du texte.
- La reproduction est autorisée avec mention de la source.

Note réactive du mois

N° 83 – Chypre sortie de crise et nouvel espoir de réunification



Cinquième et dernier pays de la zone euro à bénéficier d'une assistance financière, la république insulaire méditerranéenne suit l'exemple de l'Irlande et du Portugal en quittant avec succès le programme triennal conclu en mars 2013. Des réformes d'ampleur ont été menées, le retour à la croissance est au rendez-vous et la réunification de l'île est à nouveau au centre des discussions, laissant entrevoir un accord qui mettrait un terme à 42 années de séparation.

[en savoir plus](#)

jfa

Actualité de la gestion publique

1 - Gestion de la performance (audits, budget, indicateurs)

Open Contracting Partnership



Lors du sommet anti-corruption qui s'est tenu à Londres le 12 mai, 41 États (dont la France) se sont engagés à **lutter ensemble contre la corruption dans les marchés publics** en adoptant une **norme en matière de publication des données et documents** à tous les stades du processus de passation des marchés. Selon Gavin Hayman, directeur exécutif de l'organisation « Open Contracting Partnership » qui milite activement pour **plus de transparence** dans ce domaine, le volume de l'achat public au niveau mondial est estimé à 9 500 milliards de dollars, soit 15 % du PIB. Un récent rapport d'enquête de l'OCDE a montré **que les sommes versées pour obtenir des marchés publics atteignent 60 % du montant global de la corruption.**

[en savoir plus](#)

jfa

Croatie



Confronté à une situation de récession jusqu'en 2014, ayant entraîné une **procédure pour déficit excessif** engagée par l'Union européenne, le gouvernement a annoncé, le 28 avril, une **nouvelle série de réformes destinées à améliorer les finances publiques** : l'âge de la retraite sera progressivement porté à 67 ans (au lieu de 65) en 2028, un **impôt sur les propriétés foncières** sera créé (une étude d'Eurostat place la Croatie en 2^e place avec 90 % de personnes propriétaires de leur logement) et un **nouveau mode de rémunération des fonctionnaires** va être mis en place, les agents publics pourront **concourir pour des récompenses financières** visant à stimuler un « esprit d'entreprise dans l'administration publique ».

[en savoir plus](#)

jfa

<p>États-Unis</p> 	<p>Le GAO (Cour des comptes américaine) et le USAID (agence fédérale pour le développement international) ont signé, le 25 avril, un protocole d'entente, établissant un cadre de collaboration sur la formation et l'assistance technique. Il vise à permettre aux organismes de contrôle des pays en développement de produire un travail de haute qualité sur une base régulière pour assumer un rôle de surveillance efficace. Gene Dodaro, contrôleur général, indique : « Cet accord favorisera une coopération plus étroite entre les deux organisations pour aider les institutions supérieures de contrôle des finances publiques. Elles luttent contre la corruption et assurent la transparence afin de promouvoir la confiance du public ».</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>
<p>Italie</p> 	<p>Augmenter les taux de TVA (de trois points), telle est la recommandation faite par la Corte dei Conti, dans son dernier rapport annuel. Selon l'organisme de contrôle, cette mesure sera indispensable pour compenser les baisses d'impôt (revenus des particuliers et sociétés) décidées par le gouvernement de Matteo Renzi et atteindre ainsi les objectifs annuels de déficit budgétaire fixés par la Commission. Le pays occupe la 22^e place au sein de l'UE pour son taux moyen de TVA (17,5 %) et l'impôt indirect – en raison d'une large application du taux réduit (43 % des sommes collectées) et d'une fraude importante (estimée à 34 %) - rapporte seulement 6 % du PIB, ce qui le place en dernière position.</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>
<p>Russie</p> 	<p>Le président, Vladimir Poutine, a accepté la proposition du Premier ministre, Dimitri Medvedev, de créer une commission sur l'amélioration de l'organisation de l'administration de l'État. Selon le chef du gouvernement : « L'Administration conserve les caractéristiques du modèle soviétique, elle est basée sur les anciennes méthodes de contrôle, qui créent les conditions de l'inertie ». Cette commission sera composée des membres de l'exécutif, de parlementaires et d'experts. Les indicateurs clés de performance pour chaque ministère devront être identifiés et les ministres seront personnellement responsables de la mise en œuvre des mesures. La commission tiendra un tableau de bord, consultable par les citoyens.</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>

2 - Organisation et mise en œuvre du service public

<p>Belgique</p> 	<p>En réaction à la récente affaire de fraude à l'Office wallon des déchets, le gouvernement de la région veut instaurer une commission « intégrité », présidée par un magistrat, pour traiter les plaintes fondées sur des suspicions de malversation au sein de son administration. L'annonce a été faite par Christophe Lacroix, ministre de la Fonction publique, qui a indiqué que « ce mécanisme prendrait place au sein du secrétariat général du Service public de Wallonie ». Dès la mi-mars, le chef du gouvernement, Paul Magnette, avait invité tout agent public à informer sa hiérarchie et la justice afin d'aller « au bout des choses » en assurant que les lanceurs d'alerte seraient « entendus, respectés et protégés ».</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>
<p>Canada</p> 	<p>Services partagés Canada, l'agence fédérale en charge des TIC, ne pourra pas externaliser 1 685 emplois (sur 6 000), comme elle envisageait de le faire. Faisant suite à un rapport du vérificateur général qui concluait que les administrations ayant recours aux services de l'Agence dépensaient plus d'argent qu'elles n'économisaient, cette dernière a missionné, en 2014, un cabinet de conseil pour une évaluation. Dans un premier temps, la moitié des emplois devaient être supprimés pour une économie annuelle se montant à 50 millions de dollars canadiens. Le nouveau gouvernement de Justin Trudeau s'y oppose fermement et a décidé d'augmenter le budget annuel de 384 millions de dollars.</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>
<p>Portugal</p> 	<p>Le nouveau gouvernement d'Antonio Costa a décidé de revenir sur la restructuration du service public de l'eau, achevée en juillet 2015. Dans un souci de rationalisation et conformément aux engagements pris dans le cadre du programme d'assistance financière, les 19 régies municipales avaient été regroupées en cinq agences régionales de l'entreprise publique Águas de Portugal. João Matos Fernandes, ministre de l'Environnement, a annoncé que les autorités locales allaient être libérées de cette obligation et pourraient choisir leur prestataire. Le FMI et la Commission européenne ont récemment alerté sur les risques financiers de vouloir annuler les mesures ayant amélioré les finances de l'État.</p> <p>en savoir plus</p> <p style="text-align: right;"><i>jfa</i></p>

Suisse



Une initiative populaire – intitulée « **pro service public** » – visant à interdire aux grands opérateurs nationaux (Poste, télécommunications et transport ferroviaire) de faire des bénéfices commerciaux, de procéder à des subventionnements croisés et à verser des salaires supérieurs à ceux de l'Administration fédérale va être **soumise au vote de la population helvétique** le 5 juin. Le gouvernement s'est prononcé à l'unanimité contre cette initiative qui, selon lui, « **menace le modèle qui a fait le succès du pays** ». Doris Leuthard, conseillère fédérale, a averti que « La baisse des revenus (dividendes versés par les opérateurs à l'État) risquerait d'entraîner des hausses d'impôts ou une réduction des prestations, ce qui **affecterait le service public** ».

[en savoir plus](#)

jfa

3 - Qualité de service, relation à l'utilisateur, e-administration

Corée du Sud



À l'initiative de deux ministères (« Sciences, TIC et planification future » et « Administration et Affaires gouvernementales ») et du Service des marchés publics, un « **centre pour la promotion du cloud dans le secteur public** » a été inauguré dans la ville de Daegu. Il aura pour mission d'aider à la mise en place de la technologie du cloud dans l'administration centrale et les organismes publics, en **particiant à la maintenance des ressources matérielles et logicielles sur leurs systèmes informatiques**. Il devra aussi **contribuer au développement** des entreprises nationales du secteur en favorisant le partage d'informations et de données entre les services de l'Administration.

[en savoir plus](#)

tc

Hongrie



Par un décret publié le 18 mai, le gouvernement veut **augmenter l'utilisation de l'open source dans les administrations** pour accompagner la transition vers ces applications alternatives. Le texte prévoit la création de « dispositions pour déployer des logiciels développés sur des standards ouverts et des logiciels libres dans le secteur public, **tout en maintenant l'efficacité de l'administration publique** ». NISZ, la société nationale pour l'information et les services de communication, est chargée d'organiser le déploiement des outils bureautiques et de mettre en place des formations pour les personnels. Le ministère de l'Intérieur sera chargé de tenir un **registre des logiciels libres** utilisés dans le secteur public.

[en savoir plus](#)

jfa

Norvège



« Même si notre pays est l'un des plus avancés sur le plan du numérique, avec des services d'administration en ligne bien développés, les études montrent que ces services **peuvent être améliorés pour les utilisateurs** », c'est ainsi que Jan Tore Sanner, ministre de l'Administration locale et de la Modernisation a présenté, le 14 avril, son **nouveau plan numérique**. Le gouvernement s'est fixé **cinq priorités** en matière d'administration électronique : conception et développement centrés sur les utilisateurs, avantage à l'innovation et à la productivité, promotion de la culture numérique et des démarches participatives, efficacité réelle des services publics en ligne, garantie de la sécurité de l'information et confidentialité.

[en savoir plus](#)

jfa

Slovénie



Zakonodajni Monitor (moniteur législatif) est un **nouveau portail créé par trois organisations** de la société civile (Transparency International Slovénie, Institut Jozef Stefan et virostatiq.com) visant à **rendre les processus législatifs plus transparents pour les citoyens**, en facilitant la visualisation de données. Outre les **informations relatives aux députés** (affichage graphique par circonscription, présence aux séances, comportement de vote) issues du site du Parlement, l'outil met en lumière **l'implication des lobbyistes dans la prise de décision publique** en affichant les contacts de chaque élu, données recueillies auprès de la Commission de prévention de la corruption.

[en savoir plus](#)

jfa

4 - Gestion des ressources humaines

Allemagne



Résultat des **négociations bisannuelles de Potsdam** entre les syndicats du secteur public et le ministère fédéral de tutelle (Intérieur) : les personnels contractuels (qui constituent les deux tiers des employés publics) vont bénéficier sur deux ans **d'une augmentation de 4,75 % de leur traitement**. Le ministre, Thomas de Maizière, a indiqué que cette mesure coûtera 700 millions d'euros à l'État. L'accord comporte également des **dispositions en faveur des apprentis**, une prolongation pour deux ans de la **cessation progressive d'activité** et l'alignement échelonné (jusqu'en 2020) de la prime annuelle versée aux agents exerçant à l'est sur celle de leurs collègues de l'ouest.

[en savoir plus](#)

jfa

Australie



Seule agence fédérale avec **un personnel à majorité aborigène** (70 % de l'effectif), Aboriginal Hostels Limited a décidé d'augmenter les salaires de 1 % par an sur trois ans alors que l'ensemble des employés de l'Administration fédérale **ont obtenu le double**. La mesure est sévèrement critiquée par l'opposition d'autant que le ministère des Affaires aborigènes a refusé d'intervenir sur cette décision. L'agence est rattachée aux services du Premier ministre et **l'écart de rémunérations avec la tutelle** augmente progressivement. La direction de l'agence récuse les accusations de discrimination et indique que son budget a été réduit de 1 % en 2014 et 2015 et que la situation budgétaire **ne permet pas de faire une meilleure proposition**.

[en savoir plus](#)

jfa

Espagne



Le tribunal constitutionnel a **admis le recours en inconstitutionnalité** formulé par le gouvernement Rajoy contre la communauté autonome de Castille-La Manche, qui avait voté une loi, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2016, **réduisant la durée de travail hebdomadaire de 37,5 à 35 heures**. Dans sa requête, le ministre des Finances et de l'Administration publique avait indiqué que cette disposition était **contraire à la loi de Finances**, qui fixe le temps de travail de tous les employés publics (calculé sur une base annuelle). Emiliano García-Page, président de la communauté autonome, a indiqué que **l'abrogation de cette loi remettra en cause la création de 450 emplois**.

[en savoir plus](#)

jfa

Lettonie



Une **opération de permutation** a débuté dans l'encadrement supérieur de l'administration des Finances. Au total, ce seront 39 responsables qui **vont être nommés à de nouvelles fonctions**. Le Premier ministre, Māris Kučinskis, a déclaré tenir ainsi l'engagement pris par son gouvernement : « Les changements ont été lancés. **D'autres mesures devraient contribuer à un travail transparent et efficace**. Ceci est la bonne façon de promouvoir le renouvellement dans l'administration publique ». Dana Reizniece-Ozola, ministre des Finances, a par ailleurs annoncé qu'une **obligation de changement de poste tous les cinq ans** va être institutionnalisée pour prévenir toute situation de corruption.

[en savoir plus](#)

jfa

Royaume-Uni



Matt Hancock, ministre au Cabinet Office, a annoncé qu'une **vaste enquête socio-économique** allait être menée pendant un an au sein de la Fonction publique, avec pour objectif de **lever les barrières de la mobilité sociale**. Afin de « s'assurer que tout le monde a la possibilité de réussir et de tirer le meilleur parti de ses talents, quel que soit le milieu dont il est issu », des **données vont être étudiées**, telles que le lieu de résidence jusqu'à l'âge de 14 ans (par code postal, pour identifier le quartier de la localité), l'octroi de repas gratuits dans les cantines scolaires et la profession exercée par le(s) parent(s). Le ministre veut « **briser ce dernier tabou** » et indique que « **seul ce qui est mesuré peut être géré** ».

[en savoir plus](#)

jfa

INSTITUT DE LA GESTION PUBLIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : MYLÈNE ORANGE-LOUBOUTIN,
RÉDACTEUR EN CHEF : PHILIPPE MAZUEL, DIRECTEUR DE LA RECHERCHE
COORDONNATEUR DE LA PUBLICATION : JEAN-FRANÇOIS ADRIAN
ÉQUIPE DE RÉDACTION / RELECTURE : JEAN-FRANÇOIS ADRIAN (jfa) /
NADINE BERNET

RÉALISATION ET MISE EN PAGE : IGPDE - BUREAU DE LA RECHERCHE

recherche.igpde@finances.gouv.fr – [@Igpde_Gp](https://twitter.com/Igpde_Gp)

<http://www.economie.gouv.fr/igpde-editions-publications/presentation-gestion-publique>

PUBLICATION MENSUELLE – ISSN 2105-0740 – © IGPDE 2016



MINISTÈRE
DES FINANCES
ET DES COMPTES
PUBLICS

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DE L'INDUSTRIE
ET DU NUMÉRIQUE